

La voix de l'Opposition de gauche

Pour la direction de Renault, un accord avec les syndicats est en bonne voie.

31.01.2013

Chez PSA c'était déjà plié, chez Renault c'est également bouclé, c'est la direction de Renault qui l'assure selon le calendrier qu'elle a fixé elle-même, ce qui signifie qu'elle a reçu des gages des syndicats, principalement de la CGT. Les derniers développements le prouvent.

1- Renault estime possible de parvenir à un accord avec les syndicats début février pour améliorer la compétitivité de ses usines françaises, a déclaré le directeur des opérations France du constructeur automobile.

"Une signature d'accord début février, c'est possible", a dit Gérard Leclercq à Reuters en marge d'une audition devant la Commission des Affaires économiques et sociales de l'Assemblée nationale.

Il a précisé que son objectif n'était pas d'aboutir à un tel accord dès mardi prochain, date de reprise des discussions. Renault s'est engagé à pérenniser ses sites français et à leur allouer des volumes de production supplémentaires en échange de concessions des salariés sur la mobilité, le temps de travail et les salaires. Reuters 30.01

2- L'accord de compétitivité que Renault négocie actuellement avec ses syndicats prévoit un gel des salaires en 2013 et une limitation des augmentations à +0,5% en 2014 et à +0,75% en 2015.

Renault, dont l'Etat est le principal actionnaire avec 15% du capital, a poursuivi mardi les négociations pour rapprocher la compétitivité de ses usines françaises de celle de ses sites espagnols et économiser en année pleine environ 500 millions d'euros par an.

Le groupe espère conclure un accord d'ici le début février, faute de quoi il ne pourra s'engager à pérenniser tous ses sites dans l'Hexagone. Plusieurs syndicats y ont dénoncé une forme de chantage.

Devant les députés présents, Gérard Leclercq a souligné que le marché européen avait connu en janvier un même rythme de contraction que sur le même mois de 2012, justifiant selon lui le plan de compétitivité proposé aux syndicats.

"Le début de l'année 2013 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices", a-t-il dit. "La situation de l'Europe est donc très préoccupante."

La CGT estime quant à elle que la direction demande aux syndicats de signer un chèque en blanc puisqu'elle ne détaille pas en totalité les fonctions qui ne font plus partie de son coeur de métier automobile en France, et donc susceptibles d'être externalisées, délocalisées ou supprimées.

"Renault ne dit pas concrètement quelles sont les activités qui relèveront de son coeur de métier", a déclaré au téléphone Fabien Gache, représentant CGT chez Renault. "Elle renvoie ces annonces aux CCE qui suivront la signature d'un accord."

Gérard Leclercq a dit qu'il souhaitait que ces comités centraux d'entreprise se tiennent dès le mois de mars prochain pour que l'accord puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais. Reuters 30.01

Où sont passés à la CGT les arguments contre le quasi-blocage des salaires qui se traduira par une baisse du niveau de vie des ouvriers de chez Renault, contre les mutations arbitraires, contre l'augmentation du temps de travail, contre la remise en cause d'un tas d'acquis sociaux contenue dans le document de la direction de Renault ? Envoyés comme je l'avais annoncé il y a quelques jours.

Au lieu d'appeler à la grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait des mesures avancées par la direction les travailleurs de tous les sites, la CGT et d'autres syndicats organisent la division, la démobilisation, la démoralisation des ouvriers en recourant aux journées d'action bidons et autres actions symboliques, qui n'ont pour fonction que permettre aux mesures de la direction de s'appliquer.

La question qui était posée aux syndicats étaient la suivante, chez Renault et ailleurs : devons-nous prendre en charge les besoins des capitalistes, devons nous accepter d'être les victimes de la crise du capitalisme ou de son évolution à l'échelle mondiale, ou devons-nous nous placer strictement sur le terrain de classe des exploités et rejeter toute mesure se situant sur le terrain des capitalistes, mobiliser les travailleurs dans l'unité, les organiser pour s'y opposer.

Une autre question leur était posée : D'un côté, la direction veut imposer aux travailleurs des mesures antisociales pour réaliser 500 millions d'euros d'économie, d'un autre côté les actionnaires ont empoché quelque 10 milliards d'euros sous forme de dividendes au cours de la dernière décennie. Question : où doit-on prendre ces 500 millions d'euros, dans la poche des travailleurs qui produisent ou dans celle des rentiers qui ne produisent rien et s'enrichissent en dormant ?

Où se situe la légitimité, du côté des producteurs ou du côté des rentiers ? Et s'ils refusent de payer ? Eh bien il ne reste plus qu'à s'emparer des moyens de production et à les jeter dehors !

Quel syndicat, quel parti tient ce discours devant les travailleurs ? Réponse : aucun. Pourquoi ? Vous n'avez pas deviné, il faut vous faire un dessin ? Pour qui roulent-ils en vérité, quels intérêts représentent-ils ? Cherchez bien, vous avez la réponse dans cette causerie.